

La dimension identitaire des peurs alimentaires au Danemark

Anne-Élène Delavigne



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8052>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8052

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2004

Pagination : 029-041

Référence électronique

Anne-Élène Delavigne, « La dimension identitaire des peurs alimentaires au Danemark », *Études rurales* [En ligne], 169-170 | 2004, mis en ligne le 01 janvier 2006, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8052> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8052

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_169&ID_ARTICLE=ETRU_169_0029

La dimension identitaire des peurs alimentaires au Danemark

par Anne-Élène DELAVIGNE

| Éditions de l'EHESS | *Études rurales*

2004/1-2 - N° 169-170

ISSN 0014-2182 | ISBN 2-7132-2006-8 | pages 29 à 41

Pour citer cet article :

—Delavigne A.-n, La dimension identitaire des peurs alimentaires au Danemark, *Études rurales* 2004/ 1-2, N° 169-170, p. 29-41.

Distribution électronique Cairn pour les Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA DIMENSION IDENTITAIRE DES PEURS ALIMENTAIRES AU DANEMARK *

Anne-Élène Delavigne

ALORS qu'en matière d'alimentation, la quantité a longtemps été au cœur des préoccupations, depuis la dernière décennie l'ensemble des pays européens se focalisent sur la qualité. Le Danemark n'a pas échappé à ce mouvement. Mais ni la valeur gustative des aliments ni la standardisation ou l'homogénéisation des productions alimentaires ne sont remises en cause dans ce pays, contrairement à ce qui se passe dans le sud de l'Europe. La recherche d'une nourriture de qualité a conduit le Danemark à plébisciter, dans les années quatre-vingt-dix, l'agriculture biologique et l'agriculture raisonnée. Les produits agricoles qui en résultent et qui portent le label « qualité danoise » sont qualifiés de « purs » (*ren*). Leur succès s'accompagne d'un débat plus général sur les rapports entre les aliments et la santé.

La focalisation sur des aliments « sûrs » et sains est à mettre en liaison avec la place importante que les politiques de santé publique relatives à l'alimentation ont toujours occupée au Danemark. Dans le cadre de la construction européenne, la médiatisation de la sécurité sanitaire joue un rôle accru. À partir d'exemples

tirés de la presse nationale danoise, nous verrons comment les peurs alimentaires servent à nourrir et à légitimer des discours politiques qui leur confèrent une dimension identitaire et « culturelle ». Le critère de la pureté des produits favorise la construction sociale de frontières idéelles. Celles-ci ne réactivent pas un héritage immuable mais trouvent leur justification dans des normes et valeurs contemporaines et dans un passé reconstruit pour répondre à des intérêts très actuels.

Manger pur, un idéal danois ?

Au Danemark, définir une alimentation de qualité revient surtout à affirmer qu'elle ne nuit pas à la santé. Loin d'être un sujet réservé aux cuisiniers ou aux gastronomes, l'alimentation est d'abord le fait des spécialistes de la santé (médecins, nutritionnistes), celui d'une puissante filière agroalimentaire exportatrice et, depuis peu, celui des « environnementalistes »¹.

On peut distinguer deux préoccupations principales dès lors qu'il est question d'alimentation saine. Il s'agit d'abord de préserver la santé à long terme². La pratique de la culture physique est encouragée à ce titre, mais surtout la « gestion » optimale des aliments. La plupart

* Cet article est issu d'un terrain de thèse en anthropologie sociale portant sur le rapport à l'aliment carné.

1. Qui mettent en cause comportements et modes de vie. Ainsi, l'idée que la consommation des ménages, et notamment l'acte de se nourrir (dans une chaîne allant de la production aux déchets), serait particulièrement « agressive » pour l'environnement fait l'objet de maints calculs, bilans et rapports officiels.

2. Ce qui va de pair avec la promotion d'une véritable « culture du corps ».

des études de santé publique sont consacrées à ce problème. Souvent très critiques vis-à-vis des habitudes diététiques des Danois, elles se focalisent par exemple sur un régime jugé trop carné ou trop gras. Elles n'hésitent pas à stigmatiser les plats favoris : « On sait que les *frikadeller* (boulettes de viande) ou le rôti de porc sont aussi dangereux que la roulette russe », affirme le rapport quinquennal de l'Observatoire des comportements alimentaires [Haralsdottir *et al.* 1987]. C'est dans ce contexte que le ministre « des Aliments » annonçait publiquement, dans le quotidien national *Politiken* (22.03.00), son intention de « mettre au point de nouvelles règles qui pousseront les Danois à manger plus sain ». La création de la Maison des Repas est l'instrument de cette volonté politique. Elle a en effet pour mission d'« accroître la qualité du repas danois, que ce soit dans les institutions, au restaurant ou chez soi » [Jacobsen 1999].

L'autre préoccupation majeure est de remédier ou de parer à une mauvaise qualité des aliments ingérés. Comme de nombreux travaux de sciences sociales l'ont montré³, l'ingestion, c'est-à-dire la manière dont on « incorpore le monde », pour reprendre la formule de M. Douglas et A. Wildavsky [1982 : 10], en mettant en contact direct le mangeur avec l'environnement, représente un risque fondamental. L'intoxication alimentaire⁴, notamment sous ses formes collectives, est considérée au Danemark comme un problème croissant⁵ : 100 000 Danois sur une population d'environ 5 millions seraient concernés chaque année. Dans les programmes de santé publique, la prise en compte des toxoinfections alimentaires date des années 1994-1995, c'est-à-dire depuis la reconnaissance officielle de la résistance microbienne aux trai-

tements antibiotiques et, par voie de conséquence, de la difficulté à soigner ces infections. La question des risques alimentaires est alors devenue un thème sociétal central bénéficiant d'une couverture médiatique continue.

L'apparition des intoxications alimentaires, aussi bien dans les rapports des commissions que dans le débat public [Bruun *et al.* 1998 ; Otbo et Andersen 2000], est attribuée à de mauvaises pratiques liées au processus d'industrialisation de l'agriculture et des filières de production des aliments⁶. Parallèlement à la promotion de l'agriculture « bio » et du « bien-être » animal, les bouleversements subis par un secteur agricole et agroalimentaire dont les Danois avaient appris à être fiers – le fameux « modèle agricole danois » – font l'objet d'une réflexion, d'un discours et d'une réorganisation. Lors des débats émerge une dimension nouvelle : celle du risque sanitaire. Ce qui est

3. De Roland Barthes à Pierre Bourdieu en passant par Jean-Paul Aron ou Claude Lévi-Strauss.

4. Défini par l'Organisation mondiale de la santé comme une « affection en général de nature infectieuse ou toxique provoquée par des agents qui pénètrent dans l'or ».

5. Qui peut être mis en rapport avec les découvertes scientifiques et techniques, les transformations des modes de vie (de produire et de manger) et l'évolution de la conception/acceptation de la maladie.

6. S'agissant des produits animaux, sont mis en cause de nouvelles pratiques d'élevage (conditions de logement et d'alimentation des animaux de rente) ; de nouveaux modes d'abattage, de conditionnement des viandes (refroidissement par air des carcasses) ; de nouvelles habitudes culinaires (viande hachée, attendrie mécaniquement, préparée), de conservation (chaîne du froid), etc.

en jeu, c'est le droit du citoyen à une sécurité absolue, revendication jugée peu réaliste⁷, tant par les scientifiques danois (Statens Serumins) que par les responsables des filières alimentaires⁸ ou par la classe politique.

Cependant, le projet qui consiste à viser le risque zéro « théorique » à tous les niveaux de la chaîne de production alimentaire est maintenu. Il permet de subordonner de façon impérative les conditions économiques de production à l'objectif sécuritaire. C'est là une attitude que, dans les pays occidentaux, on observe dans le domaine des risques en général, ainsi que le soulignent les sociologues C. Lemieux et Y. Barthe [1998 : 16]⁹. Selon les spécialistes de la Scandinavie [Boyer 1993], cette recherche maximale d'une sécurité inscrirait les sociétés du nord de l'Europe « dans la longue durée ». Dans le processus de laïcisation de la catastrophe [Ewald 1996], le Danemark a développé, depuis la fin du XIX^e siècle, la notion d'assurance assumée par l'État. Elle correspond à la prise en charge des citoyens « du berceau à la tombe » (*fra vugge til grav*), ainsi que le résume ce célèbre mot d'ordre de la société danoise¹⁰.

Avec le principe de précaution, qui constitue une part essentielle du discours sur le risque, on retrouve l'argument hygiéniste du principe de prévention instauré au XIX^e siècle [Blomquist 1991 : 250]. Aussi l'identification des problèmes d'intoxication alimentaire a-t-elle, en tant que risque majeur, eu des conséquences pratiques. Le système de contrôle de la Santé publique a été réformé en 1996. Entré en vigueur en janvier 2000, il a impliqué une redéfinition des compétences ministérielles. Le ministère de la Santé publique et celui de

l'Agriculture et de la Pêche ont été regroupés en une seule instance significative : le ministère des Aliments (*Fødevareministeriet*). Cette réorganisation a pour but d'assurer une meilleure protection du consommateur, qui est alors placé au centre de ce système¹¹. Elle propose un nouveau type de prévention et de gestion des problèmes publics face au risque, qu'il soit industriel, naturel ou sanitaire. On sollicite de tout un chacun une « vigilance citoyenne », selon un modèle décrit par le sociologue D. Torny [1998] à propos de la traçabilité, cette « nouvelle technique de gouvernement des hommes et des choses ». Il faut donc également informer la population des règles d'hygiène de vie afin de promouvoir la prévention au niveau individuel.

7. Du fait, comme l'expliquait, dans le quotidien *Politiken*, H.D. Kristensen, ministre des Aliments, que « nous avons affaire à la nature » (18.01.00).

8. Ainsi de A.B. Lundholt, directrice générale du *Danske Slagterier*, lors du IX^e colloque international de la viande et du bétail consacré à la « sécurité alimentaire, principe de précaution et commerce international » (Fougères, 11 et 12 octobre 2001).

9. Allant de pair, comme le précisent les deux auteurs, avec un renforcement des attentes de sanctions pénales vis-à-vis de l'appareil judiciaire. Les premiers procès qu'intentent des consommateurs contre des producteurs accusés d'avoir commercialisé des aliments « défectueux » datent des années quatre-vingt-dix, selon une tendance qui impute la responsabilité non plus au consommateur mais au producteur.

10. On parle aussi au Danemark de « société du bien-être » (*velfærdsamfund*).

11. Cette tendance est également sensible en France, comme l'illustre le rapport Huriet.

La médiatisation des risques, un processus de « naturalisation » des peurs ?

Pour sensibiliser le public à ces différents problèmes sanitaires, le principe mis en place au Danemark consiste à investir l'environnement quotidien de la population. Des feuillets d'information gratuits destinés aux particuliers¹² : très détaillés¹³, ils sont disposés dans des lieux stratégiques (supermarchés, bibliothèques, halls d'attente des administrations, etc.). Installées au cœur des villes et des quartiers, les « boutiques » de l'organisme Ville saine (*Sund by*), une association d'État, sont chargées d'actions de prévention auprès des citoyens sur ces questions de santé, d'hygiène et de qualité de vie. Les supports, lieux et canaux d'information, ainsi que les acteurs concernés, sont très divers, de sorte que c'est la société tout entière qui semble mobilisée autour de la sécurité sanitaire de l'alimentation. Les organismes officiels, traditionnellement impliqués, assurent cette diffusion. Ils sont de surcroît relayés par le secteur agroalimentaire (filrière porcine ou filière laitière) ou par le secteur de la grande distribution (certains supermarchés danois à base coopérative revendiquent de longue date un rôle dans la politique de prévention alimentaire). Mais surtout, les différents médias se font le relais de cette politique officielle. Des articles sont distillés dans les magazines et la presse. Les quotidiens principaux, très illustrés, sont en prise directe avec la société danoise. Ils pratiquent une information essentiellement émotive, dont le ton dramatique n'est qu'exceptionnellement remis en cause. Extrêmement suivies, et ce dès le matin, les affaires dont ils traitent sont rapportées, commentées, débattues au cours de la journée. Tout un savoir collectif se cons-

truit à partir de cette presse. L'environnement ainsi créé autour du « mangeur » participe à la constitution et à l'affichage du danger et lui donne réalité et consistance [Gilbert et Bourdeaux 1997].

R. Barthes [1961] montrait que la diététique « moderne » n'était pas liée à des valeurs morales d'ascèse, de sagesse ou de pureté uniquement, mais aussi à des valeurs de pouvoir. Cette préoccupation, fortement connotée émotionnellement, pour la sécurité sanitaire du citoyen se charge en outre d'une dimension politique. Cette thématique est devenue au Danemark un enjeu de portée européenne, comme l'atteste le discours de la presse écrite¹⁴, à l'analyse duquel nous allons nous livrer ici.

Nouvelles expressions du protectionnisme

Les historiens danois de l'alimentation ont mis en évidence la grande « perméabilité » qui règne au Danemark en matière culinaire et

12. D'autres sont destinés aux professionnels (boucherie, restauration collective, éleveurs) qui peuvent également suivre des stages spécialisés sur ces thèmes de la sécurité sanitaire.

13. Les livrets, ciblés, sont consacrés plus particulièrement à certaines maladies, à la description de telles ou telles bactéries pathogènes ; d'autres encore prodiguent des conseils sur le traitement et la manipulation des aliments et s'accompagnent de recettes de cuisine. Les recommandations extrêmement précises visent les pratiques, non seulement dans la sphère publique mais aussi au sein de l'intimité des cuisines familiales. L'information sur les intoxications alimentaires tend à codifier les bonnes pratiques hygiéniques et à réformer les gestes les plus quotidiens.

14. Données recensées depuis 1994 dans quelques-uns des grands quotidiens danois.

gastronomique [Delavigne 2002]. Ces faits contrastent avec la situation du marché intérieur de l'agroalimentaire.

Jusqu'à l'entrée du Danemark dans la CEE en 1981, des dérogations sanitaires empêchaient toute pénétration du marché par des viandes, surtout fraîches et réfrigérées – une situation rencontrée encore récemment en Finlande et en Suède. Cette protection du marché intérieur était expliquée et perçue comme une conséquence de la tradition exportatrice : le pays devait lutter pour imposer la réputation d'inocuité et de fiabilité de ses produits.

L'isolement¹⁵ sanitaire continue d'être prôné, réactivé par les dernières crises que connaît l'Europe en ce domaine. Les comptes rendus des médias exploitent ces problèmes de façon dissymétrique. La situation danoise est sans cesse comparée à celle qui règne à l'étranger, et tout ce qui en provient est stigmatisé. Ainsi, le quotidien *Politiken* (15.08.00) affirmait que « malgré l'échec du plan ambitieux du secteur agricole et du ministère des Aliments pour maintenir *Salmonella enteritidis* hors du pays, mesuré à l'aune de l'étranger, le secteur agricole danois est toujours une oasis où le problème peut encore être maîtrisé ». Selon les médias, l'état d'isolement bénéfique du Danemark serait compromis : « Le risque [de peste porcine] augmente pour le Danemark à cause de l'accroissement des échanges commerciaux d'animaux et d'aliments par-delà les frontières. Il y a eu quatre cas en Allemagne en 1999, et une poussée violente en Hollande en 1997-1998. Plus les frontières sont ouvertes, plus grand est le risque de contagion. » (*Ibid.*, 22.05.00) Ce discours insiste sur l'importance des frontières sanitaires dans le contexte actuel

d'ouverture des marchés et d'augmentation des échanges : « Il faut se protéger de l'extérieur car cette salmonelle s'est répandue rapidement chez les animaux de rente de la plupart des pays d'Europe, sauf en Scandinavie. C'est une bonne raison pour faire tout ce qui est techniquement et humainement possible pour empêcher qu'elle ne touche les animaux danois. » (*Ibid.*, 3.08.99)

Les scandales successifs qui ont marqué les filières européennes de la viande sont l'occasion de réinstaller le protectionnisme s'agissant de l'importation de produits animaux. À la suite de la contamination des poulets par la dioxine, qui a frappé la Belgique, les autorités danoises décidaient de fermer leurs frontières aux aliments belges « jusqu'à ce que ce pays soit à même de convaincre qu'il maîtrise la catastrophe alimentaire qui le ravage depuis mai » (*ibid.*, 29.07.99). Sont combinés ainsi des procédés de quarantaine et des principes de précaution dans une volonté de rassurer la population. Les chaînes de supermarchés décidaient, dans un même élan, d'engager une « action contre les produits belges » (*ibid.*, 28.07.99).

Ce protectionnisme prend le plus souvent la forme de ce que l'historien danois St. B. Frandsen [1996] a appelé « l'exaltation du nationalisme à la *Dannebrog* » : c'est le nom donné au drapeau danois que le Danemark hisse là où la France vante sa « diversité régionale ». Au XX^e siècle les coopératives agricoles

15. Analysant le refus danois de ratifier le traité de Maastricht en 1992, le politologue norvégien, H. Hveem [1994], renvoie à la conception géopolitique qui caractérise l'atlas de Pontoppidan. Celui-ci situe, en 1763, le Danemark aux confins de l'Europe. L'auteur remarque que, depuis, les pays nordiques gardent avec constance leur distance par rapport au reste du continent.

d'exportation danoises avaient mis en place une stratégie dite d'excellence. Cela avait permis aux produits danois de s'imposer, notamment sur le marché anglais, parfois aux dépens des produits agricoles français, comme par exemple le beurre de Charente en 1995.

Le même principe régit la règle de la « qualité danoise ». Cette dernière se résume par un slogan en anglais (langue commerciale) : *clean, safe and fresh*. En vertu de cette croyance dans le pays, les aliments danois sont présentés de façon quasi systématique comme plus sûrs que les aliments importés. Ces derniers participent à la construction d'un pôle de référence négatif en étant désignés comme des « aliments étrangers ». Ainsi les statistiques nous apprennent-elles que seulement 27 % des poulets danois seraient contaminés en 1996 par *Campylobacter*, contre 39 % pour les poulets dits étrangers (*Politiken*, 17.04.95). C'est aussi à la mauvaise qualité des œufs importés que l'on impute le risque de salmonellose (*Berlingske*, 22.06.94). Le compte rendu d'un rapport sur *Salmonella enteritidis* apprend au lecteur que « ce risque est plus important si l'on consomme de la viande étrangère. Le problème en Grande-Bretagne, en France ou en Allemagne est beaucoup plus grave que chez nous et rien n'a encore été entrepris dans ces pays pour freiner la contamination qui s'est au contraire répandue tellement vite que l'on se demande si l'on peut encore la combattre » (*Politiken*, 16.11.99). Suivant cette même logique, la responsabilité d'un problème sanitaire est toujours imputée d'abord à un agent extérieur ou en rapport avec « l'étranger ».

En 1997, l'affaire d'intoxication alimentaire due à l'ingestion de hamburgers a été suffisamment médiatisée pour que les journaux français

en parlent. Du côté danois, on juge improbable une « attaque » de bactéries qui se serait produite pendant le transport vers le Danemark ou au sein du Danemark : « Nous attendons des informations d'Allemagne d'où provient le fromage. » (*Politiken*, 25.01.97) On retrouve le même type d'explication quand, en 2000, la filière bovine cherche à justifier la contamination par l'ESB d'une vache d'origine danoise, exportée en 1994 au Portugal : « La vache dont il est question a dû probablement être contaminée au Portugal, qui fait partie des pays européens où l'on a constaté le plus grand nombre de cas de vache folle. » (*Kødbranchens Fællesråd*, 2000) Dans l'ignorance de l'origine de la contamination des trente-six exploitations touchées par *Salmonella enteritidis*, les autorités se demandent si « elle est due à l'alimentation, aux souris, aux rats ou à un autre animal sauvage qui aurait introduit la bactérie dans les étable, ou bien si l'homme en est responsable, qui l'aurait rapportée d'un de ses voyages à l'étranger? [...] Tout concourt donc à signifier que dans de nombreux cas de *Salmonella enteritidis* au Danemark, la bactérie doit venir d'ailleurs » (*Politiken*, 08.08.00).

Si, en matière gastronomique, le discours sur les différences joue au Danemark comme un amplificateur du plaisir gourmand, en matière de peurs alimentaires, il a l'effet inverse. Sans cesse enrichies par de nouveaux épisodes, ces représentations de la qualité sanitaire des denrées invitent à multiplier les références positives à la catégorie « nous » par opposition à celle, négative, des « autres »¹⁶.

16. E. Flath fait la même lecture des articles de presse allemande et française relatifs à l'environnement [Roger et Guéry eds. 1991 : 148-150].

Elles sont exploitées pour certifier l'infailibilité du système national de contrôle et sa transparence, qui se doit d'assurer la fiabilité des produits de l'agroalimentaire danois en donnant une bonne image de soi.

Pays commerçant, le Danemark compte pour principaux partenaires économiques les pays d'Europe. Eu égard à la fierté nationale que représente toujours l'importance économique du secteur agroalimentaire exportateur¹⁷, les médias danois fournissent systématiquement des informations sur les aliments nationaux incriminés dans des affaires d'intoxication alimentaire à l'étranger. Des gros titres nous le montrent : « Épidémie due à la trichinose dans du porc danois à Moscou » (*Politiken*, 24.05.94) ; « Mauvaise qualité des conserves danoises en Tchécoslovaquie » (*ibid.*, 18.05.94) ; « Salmonelles dans du bacon garanti "sans salmonelle" en Norvège » (*ibid.*, 07.12.99). Ancrées dans le cadre de la comparaison à l'Autre, ces peurs jouent un rôle dynamique dans le façonnement de l'image collective. C'est ainsi que le directeur de la filière avicole danoise reconnaissait, à propos du problème récurrent des salmonelles dans les poulets, que le secteur « ne sera pas satisfaisant tant qu'il y en aura qui pourront faire mieux que nous : je pense aux Suédois ». Chez ces voisins, les conditions d'élevage sont en effet réputées plus draconiennes. Les autorités y diffusaient d'ailleurs dans toutes les ambassades de leur pays un communiqué affirmant « inacceptable que la salmonelle infeste les produits alimentaires danois, surtout quand les produits allemands ou hollandais importés en sont tout à fait dénués » (*Nyhedsoversigten*, 29.07.94).

Les peurs alimentaires nourrissent un discours stéréotypé propre aux problématiques

identitaires mais elles participent à la construction d'une homogénéité et d'une singularité danoises idéelles.

La confiance nationale institutionnalisée

La certification de l'origine des denrées permet d'assurer, de diriger et de contrôler la confiance dans l'alimentation produite. Au Danemark cette question prend sa place au sein du débat qui assimile contamination et « extérieur » et qui s'exprime par l'exigence d'étiquetage des produits par nationalité.

Dans les années 1994-1995, le journal de défense des consommateurs, *Tænk (Pense)*, en fait sa priorité, aux dépens des problèmes liés aux salmonelloses, pourtant récurrents sur le marché intérieur. Cette association se préoccupe ainsi de la traçabilité de la viande importée au Danemark. Pour elle, l'indication du pays de production sur l'étiquette de vente est un gage suffisant : acheter danois c'est acheter « sûr ». Par la voix de leur expert « salmonelle » au ministère de l'Agriculture, les autorités danoises rappellent à cette époque qu'« étant dans l'Europe » elles n'effectuent pas elles-mêmes de contrôles sur les poulets importés et c'est donc « au consommateur qu'il revient de vérifier sur l'emballage que le poulet est bien marqué DK » (*Politiken*, 06.02.95).

17. Malgré le fait que l'exportation des denrées agricoles ne représente plus que 15 % de l'ensemble des revenus à l'exportation – contre 85 à 90 % avant guerre. L'idée « partagée », au sens que J. Pouillon [1993] donne à la croyance, est celle d'un Danemark pauvre en matières premières, où les richesses agricoles ont constitué pendant longtemps la principale, voire l'unique source de devises.

L'étiquetage est alors pensé comme le moyen essentiel de transformer les craintes du consommateur en une vigilance de tout un chacun. C'est pourquoi, dans la lutte contre la contagion par les salmonelles qui se poursuit en 2000, la pratique dite de l'assemblage (ou encore dite, d'après l'anglais, *poolage*) est dénoncée : elle autorise le mélange d'œufs « étrangers » à des œufs danois. Cela impose au plus grand producteur d'œufs danois une indication signalétique supplémentaire : la représentation du *Dannebrog*, accompagnée de la mention « exclusivement danois ». Conjointement, la même certification est mise au point pour les grossistes et les unités d'emballage.

L'étiquetage par nationalité permet de sécuriser une chaîne alimentaire fragilisée par une complexité croissante. C'est ce qu'illustre l'épisode du bœuf aux hormones. Cette affaire donne lieu, depuis plusieurs années, à des controverses politiques au Danemark. Les élections européennes de Maastricht offraient déjà aux candidats l'occasion de discussions publiques aux rayons des produits biologiques des supermarchés. Des années plus tard, les responsables des grandes et moyennes surfaces refusent toujours de commercialiser la viande de bœuf en provenance des États-Unis. Cette viande est suspectée d'avoir été traitée aux hormones¹⁸ et, de surcroît, des statistiques montrent que « les Danois préfèrent le bœuf produit au Danemark » (*ibid.*, 19.03.99) « même si la viande étrangère est de meilleure qualité et même si la majorité de la viande danoise provient de vaches de réforme épuisées » (*ibid.*, 29.09.00).

Cet exemple témoigne d'une vision qui privilégie l'aspect sanitaire de l'aliment sur tout

autre critère comme le goût ou le savoir-faire, traits habituellement mis en avant en France. Finalement, seule façon d'assurer la fiabilité et la traçabilité du produit, c'est l'exigence de contrôle qui prédomine. Ainsi, l'engraissement des bovins français s'efface devant le sentiment de confiance que procure le fait de se nourrir au plus proche (danois).

La marque « qualité danoise », qui existe depuis 1997 pour les viandes, est l'émanation de cette conception¹⁹. C'est le premier résultat d'une collaboration initiée en 1995 par le gouvernement danois entre diverses instances et acteurs concernés par l'alimentation : gastronomes, protecteurs des animaux, associations de consommateurs, organisations professionnelles et industriels de l'agroalimentaire, autorités publiques.

Peurs alimentaires et construction européenne

Les peurs alimentaires définissent un ordre du comestible par exclusion [Hubert 2000 : 10]. Cette caractéristique leur vaut d'être un thème de prédilection dans les débats relatifs à la construction européenne. Les tensions avec l'Europe au sujet de la sécurité sanitaire des aliments font l'objet d'un traitement médiatique presque quotidien au Danemark.

18. Une équipe danoise s'est consacrée en 1999 à l'évaluation de la qualité et de la validité des recherches internationales sur les conséquences sanitaires de cette viande traitée aux hormones.

19. Elle répond à de nombreux paramètres jusqu'alors disséminés : qualité nutritionnelle, marquage de la fraîcheur, marquage de la « pureté » du produit (additifs « cachés », qualité biologique, bien-être animal).

Avec la défense des normes danoises en matière de nutrition, la « lutte pour la sécurité et la santé du consommateur danois » constituait un enjeu électoral : on parlait souvent de « votes dans les cuisines » (*Berlingske*, 30.05.94). Dans les supermarchés les campagnes politiques de certains candidats étaient médiatisées. Se démarquant des normes européennes jugées laxistes, les chaînes de magasins affichaient leur soutien aux consommateurs danois et s'engageaient à continuer à respecter les normes nationales. Ainsi a-t-on pu assister à la politisation progressive du discours sur les risques alimentaires tandis que la sécurité sanitaire du citoyen danois devenait un enjeu de la politique étrangère. « Nationalisées », ces craintes venaient alimenter un discours sur les différences culturelles.

Le rejet des accords de Maastricht en 1992 a eu pour conséquence d'exacerber l'obsession des risques alimentaires, ce qui a favorisé un esprit défensif perceptible dans les médias²⁰. Les législations européennes semblent représenter de façon systématique une entrave à la « pureté » visée par les initiatives nationales. Certains aliments emblématiques servent de support, y compris au niveau européen, à cette véritable « croisade », pour des produits dits sûrs et purs, engagée par le Danemark.

La virulente polémique qui s'est installée après que l'Union européenne a reconnu des colorants alimentaires interdits au Danemark en est une illustration. Cet assouplissement de la liste des additifs autorisés a suscité un grand émoi et une grande colère. D'une part, des aliments « phares » de la culture culinaire danoise, comme les charcuteries, étaient concernés. D'autre part, ces dispositions touchaient

aussi des aliments destinés aux enfants, qui se doivent à ce titre d'être plus purs encore. Le gouvernement fut alors accusé de céder aux pressions européennes (*Politiken*, 03.06.94) : « Trahison du gouvernement dans l'affaire des colorants ! Le gouvernement danois ne dit rien ! » (*Ibid.*, 09.06.94) Ces prises de position sont justifiées par des modes et des formes de consommation spécifiques : le refus de colorants dans le yaourt est motivé par le fait que ce produit lacté est mangé au petit-déjeuner avec des céréales, et non en dessert ; le refus du nitrite dans les pâtés s'explique par le fait que le niveau d'hygiène « élevé » du pays ne rend pas son utilisation nécessaire ; le refus du lait entier se justifie par la grande consommation que l'ensemble des Danois font de ce breuvage. S'ils abandonnaient le lait allégé, ils connaîtraient assurément des problèmes de surcharge pondérale. Alors qu'en France les revendications médiatisées sur les législations européennes portent plutôt sur la mise en cause de savoir-faire spécifiques [Bérard et Marchenay 1995], dans ces conflits danois relayés par les médias elles font surtout référence à la menace qui pèse sur la santé.

D'autres débats ont eu lieu à propos de l'interdiction d'ajouter des additifs dans des aliments jugés « identitaires », objets d'enjeux économiques en outre car produits à l'exportation. Trois produits (salami, cervelas et saucisse à hot-dog) ont ainsi bénéficié, sous certaines conditions d'appellation, de dérogations pour

20. À l'instar du principe de « menace plus ou moins réelle de la part des voisins du sud » qui a été utilisé, comme le montre l'historien St. B. Frandsen [1996 : 567], de façon efficace, au siècle dernier, dans le processus de création de la nation.

le maintien de colorants et additifs. En revanche, les aménagements obtenus pour restreindre la législation sur les additifs n'ont pas été jugés suffisants : « Le nombre de substances autorisées a augmenté et elles le sont en de plus grandes quantités. » (*Politiken*, 25.09.96) Selon le député Jørn Jespersen, un des initiateurs de la Maison des Repas, c'est surtout le principe de précaution « au fondement de la politique danoise » qui est remis en question (*Information*, 06.10.96). En cela, c'est tout le principe de souveraineté du Danemark qui est concerné.

L'inquiétude majeure, liée à la « bureaucratie et au lobbying des organisations européennes » (*Politiken*, 31.10.99), renvoie enfin au problème de la représentativité danoise en Europe. Les instances européennes sont accusées de ne pas être du côté des consommateurs que représenteraient les Danois. « Nous ne devons pas accepter d'être les rats de laboratoire de l'empoisonnement par l'Europe de nos aliments », pouvait-on lire dans un journal populaire (*Extrablade*, 25.05.95) qui proposait le boycott des viandes et volailles européennes suspectées de contenir des accélérateurs de croissance, des conservateurs et des additifs.

En 1994, le Danemark est entré en conflit ouvert avec les instances décisionnelles européennes à propos des conditions d'étiquetage liées aux OGM : « L'UE menace les exigences danoises en matière d'aliments biotechnologiques » (*Berlingske*, 02.06.95) et « freine le combat danois pour une viande pure » (*Politiken*, 20.05.95). Il est affirmé que la décision européenne d'un étiquetage propre à ces produits sera considérée au Danemark « dans son sens le plus complet et appliquée tant au pain et à la viande qu'aux produits du supermarché ou

à ceux utilisés dans les restaurants » (*ibid.*, 21.10.99). Dans ce cadre, les améliorations qu'apportent les législations européennes, notamment en matière d'information du consommateur²¹, n'ont pu être évoquées pendant longtemps. Elles ne le sont que depuis peu et avec une extrême prudence²².

Les peurs alimentaires : une force politique ?

« Patère où accrocher des manifestes d'hostilité vis-à-vis de l'étranger », les peurs alimentaires doivent aussi être considérées dans le contexte particulier des changements sociaux et politiques provoqués par la construction européenne [Hobsbawm 1990]. Plutôt que de se fonder sur un système de protection, ces inquiétudes seraient une tentative politique et sociale d'organisation au sein d'un nouvel espace.

La confrontation avec les institutions européennes montre que le Danemark, conformément à sa situation géographique revendiquée, est isolé dans des positions sur lesquelles il campe ferme et pour lesquelles il est prêt à se battre. « Nous lutterons même si nous avons le monde entier ou la moitié du monde contre nous », déclare-t-on en fournissant la liste complète des pays autorisant l'hormone de croissance (*Politiken*, 13.12.94). « Les Danois ne seront pas soumis à davantage de nitrates, nitrites

21. Introduction d'un étiquetage imposant la correspondance entre l'appellation d'un produit et sa composition. La mention de la composition du produit servait initialement au Danemark pour attester de sa non-toxicité.

22. Ainsi des réactions contradictoires face aux réglementations européennes dès lors qu'il est question de la protection des intérêts économiques des industriels danois, mise à mal avec l'affaire de la dioxine.

ou sulfites, même si la Commission européenne tente de nous y forcer. » (*Ibid.*, 2.11.99) « Le Danemark ne laissera pas le secteur agroalimentaire enrichir les aliments de vitamines, minéraux ou autres matières nutritives. Telle est la réponse du gouvernement à la Commission européenne qui l'accuse de rompre les accords en interdisant la vente d'une boisson à la vitamine C. » (*Ibid.*, 12.01.00)

À la suite de la décision récente de porter « l'affaire des colorants alimentaires » devant la Cour européenne de justice, le Premier ministre affirmait qu'il s'agissait du « combat [danois] le plus important en Europe jusqu'à présent. Nous ne ferons aucun compromis au sujet des aliments sains ». Cette volonté motive « l'offensive danoise dans l'UE pour influencer la politique alimentaire en traitant de sujets comme les salmonelles, les hormones de croissance et les résidus médicamenteux » (*ibid.*, 21.10.00).

Cette expression « identitaire » des peurs alimentaires manifeste la réaction à un monde qui ne peut plus être contenu dans les limites nationales. En effet, on donne comme argument que ces risques sanitaires ne connaissent pas de frontière. La conscience légaliste aiguë [Boyer *op. cit.*], alliée à une aisance dans la compréhension des rouages de la machine européenne, y incite aussi : « Cela ne sert à rien que seuls les Danois imposent des normes aux producteurs d'œufs danois si ceux-ci sont amenés à mettre la clef sous la porte [par suite de la concurrence inégale] et qu'on se retrouve obligés d'importer les œufs de l'étranger », affirme le député Jørn Jespersen (*Politiken*, 21.10.00).

Ces peurs alimentaires poussent à s'internationaliser et à renforcer les alliances avec les

partenaires « traditionnels ». À cette occasion, le Conseil nordique, forum de consultation supranational entre parlementaires et ministres créé en 1952, a été réactivé. En 2000, dans une déclaration commune, les pays nordiques se sont engagés « à former, plus que par le passé, un front uni au sein de l'UE et au niveau international pour obtenir une plus grande sécurité sanitaire de l'alimentation » (*ibid.*, 26.06.00). « Un des premiers grands défis sera d'empêcher que l'UE ne contraigne les pays nordiques à relâcher leur contrôle sur les salmonelles et autres zoonoses transmissibles à l'homme, dur combat nordique²³ pour des aliments plus purs. » (*Ibid.*, 27.06.00)

Cet engagement des pays scandinaves à convaincre l'Europe des effets néfastes des antibiotiques a été plus d'une fois assimilé à du lobbying, notamment par des scientifiques français [Corpet 1998]. Le compte rendu épique du « Sommet antimicrobien à Copenhague » de A. Millet [1998] souligne les enjeux de cette problématique, de même qu'il atteste de la précocité en Scandinavie d'une préoccupation qui s'est, depuis, largement imposée. Un rapport développant la stratégie à adopter contre les microorganismes des aliments assure que « le Danemark se place en tête du combat pour des aliments plus propres et plus sains dans la coopération européenne » (*ibid.*, 06.12.98). Cela correspond à une stratégie de longue date mise en place pour, sur le marché international, faire valoir les produits danois. Celle-ci ferait

23. Avec le réseau EurSafe, le combat s'élargit à l'Europe du Nord, au sens géographique, car cette société européenne pour l'éthique en agriculture et en alimentation est une structure, créée aux Pays-Bas en 1999, dont le président actuel est danois.

du Danemark et des pays scandinaves les « tireurs d'alarme » de l'Union européenne, selon l'expression de C. Lemieux et Y. Barthe [op. cit.].

Les peurs alimentaires sont au Danemark un thème politique puissant au même titre que peut l'être plus au sud la défense des produits « du terroir ». Il faut donc voir, dans cette croisade du Danemark pour une « pureté » de l'alimentation, l'expression particulière de l'exigence des signes de qualité qui anime les pays européens dans la décennie 1990. En suscitant des mobilisations collectives, les peurs alimentaires créent un processus continu d'opposition, à la base d'un mouvement identitaire. Dans cette confrontation avec les instances européennes, la défense de la santé du citoyen danois est devenue une façon de rechercher, de définir et d'affirmer une identité alimentaire à l'échelle nationale et européenne et, par là, de définir de

nouvelles frontières alimentaires. C'est aussi une façon de légitimer ce débat et de le cantonner au registre du culturel.

Cette expression d'inquiétude, si elle peut être ramenée à une forme de puritanisme, ne saurait être réduite au résultat d'une hystérie collective. Elle doit être comprise dans le cadre d'un bouleversement des formes ordinaires de régulation, tout comme il faut comprendre la réaction de ce petit pays à la ratification des accords de Maastricht. À l'exemple de Michel Foucault [1975], pour qui l'utilisation politique du danger était une arme dans la lutte pour la domination idéologique, il nous faut prendre au sérieux le glissement des représentations – les peurs – à la pratique – la mise en place d'instruments de contrôle et de surveillance par le biais de réglementations dont les enjeux sont aussi économiques.

Bibliographie

Barthes, R. — 1961, « Pour une psychosociologie de l'alimentation contemporaine », *Annales ESC* 16 (5) : 977-986.

Bérard, L. et P. Marchenay — 1995, « Lieux, temps et preuve. La construction sociale des produits du terroir », *Terrain* 24 : 153-164.

Blomquist, H. — 1991, « For det almene vel, Sundhed, lovgivning og forvaltningsret. Det danske sundhedsvaesen 1870-1890 », *Fortid & Nutid* : 223-253.

Boyer, R. — 1993, « En marge du colloque sur l'identité scandinave. Essai sur l'Homo scandinavicus », *Études germaniques* 4 : 485-504.

Bruun, M. et al. — 1998, *Salmonellabekæmpelsen – går den bag om årsagerne? Et casestudie af salmonella*

i slagtekylling- og konsumægproduktionen. Copenhague, Læreansalternes Fælles Miljøkursus.

Corpet, D. — 1998, « Viande : après les hormones, les antibiotiques ? », *La Recherche* 314 : 59-61.

Delavigne, A.-É. — 2002, « À la recherche de la "culture culinaire" danoise au sein de "l'Europe des patrimoines" », in P. Marcilloux ed., *Les hommes en Europe*. Paris, CTHS : 323-335.

Douglas, M. et A. Wildavsky — 1982, *Risk and Culture. An Essay on the Selection of Technical and Environmental Dangers*. Berkeley et Los Angeles, University of California Press.

Ewald, F. — 1996 (1986), *Histoire de l'État providence. Les origines de la solidarité*. Paris, Grasset.

Foucault, M. — 1975, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris, Gallimard.

Frandsen, St. B. — 1996, *Opdagelsen af Jylland, den regionale dimension i Danmarkshistorien 1814-1864*. Århus, Århus Universitets Forlag.

Gilbert, C. et I. Bourdeaux — 1997, « Au-delà de l'alternative maîtrise-non maîtrise des risques collectifs : propositions pour des analyses et politiques intermédiaires », *Natures, Sciences, Sociétés* 5 (3) : 50-57.

Haraldsdottir, J. et al. — 1987, « Danskernes kostvaner 1985. Hvem spiser hvad? II ». Søborg, Statens Levnedsmiddelinstitut (rapport).

Hobsbawm, E. — 1990, *Nations et nationalisme depuis 1780. Programme, mythe, réalité*. Paris, Gallimard.

Hubert, A. — 2000, « Cuisine et politique : le plat national existe-t-il? », *Revue des Sciences sociales de l'Est* 27 : 8-11.

Hveem, H. — 1994, « S'intégrer en préservant l'autonomie nationale », *Le Monde diplomatique*, avril : 8-9.

Jacobsen, J. — 1999, « Måltidets hus, fra Råvarer til madkultur med måltidet i centrum, Betæn. nr. 1367 ». Copenhagen, Minister for fødevarer, landbrug og fiskeri (rapport).

Lemieux, C. et Y. Barthe — 1998, « Les risques collectifs sous le regard des sciences du politique. Nouveaux chantiers, vieilles questions », *Politix* 44 : 7-28.

Millet, A. — 1998, « Sommet antimicrobien à Copenhague », *La Recherche* 314 : 56.

Otbo, H. et H. Andersen — 2000, « Statens bekæmpelse af Salmonella », Beretning fra rigsrevisor fremsendt til Folketinget i henhold til § 18, stk. 1, lov om revision af statens regnskaber m.m. København (rapport).

Pouillon, J. — 1993, *Le cru et le su*. Paris, Le Seuil.

Roger, A. et A. Guéry eds. — 1991, *Maîtres et protecteurs de la nature*. Paris, Champ Vallon (« Milieux »).

Torny, D. — 1998, « La traçabilité comme technique de gouvernement des hommes et des choses », *Politix* 44 : 51-75.

Résumé

Anne-Élène Delavigne, *La dimension identitaire des peurs alimentaires au Danemark*

Au Danemark, la recherche d'une nourriture de qualité est à mettre en rapport avec une politique de santé publique présente au quotidien. Les débats médiatiques sur les peurs alimentaires font une grande place aux réflexes identitaires « défensifs », réaction qui est confortée par la prise en compte du changement d'échelle décisionnelle au sein de l'Europe.

Abstract

Anne-Élène Delavigne, *Identity as a Dimension of Food Scars in Denmark*

In Denmark, the search for quality foodstuffs should be related to the presence of public health policy in everyday life. Discussions on food scares in the media focus on defensive reflexes grounded in a sense of identity. Such reactions are bolstered by taking into account the change of scale of decision-making within Europe.